

S'émanciper du numérique et du Big Data

Depuis une bonne vingtaine d'années, les outils numériques sont devenus incontournables dans notre vie quotidienne, tant dans l'espace privé et familial que dans l'exercice de notre métier et nos pratiques syndicales et militantes. Cette évolution doit nous interroger car elle n'est pas neutre, ni économiquement, ni politiquement, ni socialement. Elle pose aussi des questions éthiques non négligeables. Il s'agit donc d'analyser la part prise par le numérique dans notre quotidien et plus précisément dans nos pratiques professionnelles et militantes, les usages des différents outils qui ont envahi notre temps et nos espaces et les conséquences de cette "submersion" à laquelle personne n'échappe. Cette analyse devrait nous permettre d'imaginer des contre-propositions, de proposer d'autres outils que ceux qui nous sont imposés et d'élaborer des revendications politiques et syndicales.

Le monde dystopique des GAFAMs (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) :

Le capitalisme a toujours eu besoin d'exploiter des matières premières pour pouvoir exister et s'enrichir. Au XIX^e siècle, la révolution industrielle et les conquêtes coloniales ont permis au capitalisme industriel d'exploiter toujours plus la terre, ses ressources et une main-d'œuvre bon marché, pour tendre vers toujours plus de profits. Le numérique n'en est pas exempt et son impact écologique reste catastrophique malgré ce que l'on veut nous faire croire : extraction des terres rares et envoi des déchets non recyclables dans les pays pauvres, sur-consommation électrique. Aujourd'hui, toujours aussi insatiables, les capitalistes sont parvenus à nous transformer en un produit parmi d'autres : la télévision, en exploitant notre "temps de cerveau disponible", nous transforme en produits. "Si c'est gratuit, c'est toi le produit !". Nous pourrions penser qu'à travers les produits gratuits de Google, Facebook, Microsoft et autre, nous ne faisons que prolonger cet état de produit auquel nous sommes réduits. Il n'en est

rien.

Pour les GAFAMs, nous ne sommes plus un simple produit, mais aussi une matière première qui sert à en fabriquer un nouveau : "la prédiction". Toutes nos expériences humaines, qui sont récoltées à chaque fois que nous nous connectons sur nos smartphones, tablettes et autres, permettent aux GAFAM d'exploiter des données et d'en tirer des connaissances qui serviront à vendre des prédictions de plus en plus fiables pour la consommation de masse. Ces prédictions sont très utiles pour toutes les publicités ciblées notamment, mais aussi pour corrompre et biaiser les systèmes démocratiques. Il suffit de voir comment Barack Obama et Google ont travaillé ensemble pour profiler les électeurs et ainsi mieux diriger leur campagne et leur propagande. Il en est de même pour Trump et Facebook au travers de l'affaire Cambridge Analytica. Nous sommes dans l'ère du capitalisme de surveillance. Et avec les objets connectés, l'extraction de nos données personnelles se fait à notre insu et de manière passive. Nous devons lutter syndicalement pour que ce capitalisme de surveillance ne rentre plus dans nos écoles, collèges, lycées et universités et que l'Éducation Nationale ne soit pas un gisement qui engraisse les GAFAMs.

Le marché du numérique à l'assaut de l'éducation :

La plupart des outils utilisés (en général dans les pratiques communicationnelles, en particulier par l'Éducation Nationale) sont propriétaires et appartiennent à des groupes privés qui ont la possibilité d'utiliser des données parfois confidentielles à des fins lucratives. Quelques exemples : l'ENT, Pronote, Parcoursup, les badges pour les selfs, l'accord signé entre Microsoft et l'Éducation Nationale...



Pédagogique et numérique :

Souvenons-nous que l'innovation - si chère aux différent.e.s ministres qui se succèdent et se ressemblent - n'est pas forcément synonyme de progrès. Nous devons évaluer, avant de les utiliser aveuglément et indépendamment des injonctions qui nous sont faites, les bénéfices éventuels sur le plan pédagogique des outils numériques qu'on nous vend. Les GAFAM proposent de plus en plus d'outils en ligne qui rivalisent d'ingéniosité et de fluidité pour pouvoir entrer dans nos classes. Est-ce que ce surplus de pédagogie numérique, cet investissement que met notre gouvernement dans les TICE est efficace ? D'après l'OCDE, non. On sait que plus un enfant passe du temps derrière un écran, plus les conséquences sont nocives. Pourtant, la première chose que demande l'Education Nationale à un élève en rentrant chez lui, c'est d'allumer son ordinateur pour se connecter à l'ENT. Quand on connaît le pouvoir distractif des écrans, nous ne pouvons qu'imaginer la difficulté de l'enfant à se distancier de ceux-ci pour entrer dans des activités didactiques, socialisantes ou ludiques. Les influences négatives observées sont largement transversales, au sens où elles dépendent, pour une grande part, du temps volé à d'autres occupations plus favorables au développement de l'enfant (interactions intrafamiliales, lecture, musique, jeux créatifs, dessin, activité physique, sommeil, etc.). Un ordinateur ne peut pas non plus sourire, accompagner, guider, consoler, encourager, stimuler, rassurer, émouvoir ou faire preuve d'empathie. Or, ce sont là des éléments essentiels de l'éducation et de l'envie d'apprendre. Le cerveau n'est pas adapté à la furie numérique qui le frappe. Pour se construire, il a besoin de tempérance sensorielle et de présence humaine. Or, l'ubiquité digitale lui offre un monde inverse, fait d'un bombardement perceptif constant et d'une terrible paupérisation des relations interpersonnelles. Sans renier l'utilité d'utiliser le numérique pour l'éducation au vu de ses qualités propres, ou celle d'éduquer au numérique et au média lorsque le besoin se fait sentir, le numérique tend à devenir un effet de mode sans réelle plus-value pédagogique. Par ailleurs, il est présenté comme le moyen de lutter contre les difficultés d'apprentissage des élèves. Utiliser les fameux TICE devient un critère requis lors des inspections

ou visites de titularisations même si l'utilité de ceux-ci est loin d'être flagrante.

Conditions de travail :

L'apparition d'outils de communication numériques a entraîné ces dernières décennies un changement de paradigme dans nos pratiques professionnelles : perte de contrôle sur notre temps et nos espaces de travail, délitement des rapports sociaux entre collègues et avec nos élèves, flots de mails, d'informations et d'"injonctions à..." week-end compris ! Le droit à la déconnexion est piétiné. La crise sanitaire et les périodes de confinement ont été l'occasion pour l'institution d'accélérer encore d'avantage cet étai sur nos vies professionnelles et personnelles, rendant la frontière entre l'une et l'autre de plus en plus ténue. La "continuité pédagogique" mise en place pendant le confinement a laissé bien des traumatismes tant chez les personnels que chez les élèves : fatigue, stress, perte de sens, décrochage... Le bilan reste à faire et il sera sans doute bien lourd. On peut commencer à charger la balance :

Temps de travail :

Nous nous voyons de plus en plus enjoint.e.s à l'instantanéité. Mails qui doivent être lus du jour pour le lendemain, de la part de la hiérarchie mais aussi, du fait du manque de temps de concertation en présentiel de nos collègues. Comme indiqué, il y a quelques années dans le rapport de Beauchastel, le temps consacré au numérique dans la pratique enseignante augmente de façon inquiétante, en particulier avec l'ENT. Et ce, soit aux dépens du temps réellement pédagogique, soit aux dépens du temps libre, ce qui devient, sans hausse de salaire, du travail gratuit. L'installation de nouveaux outils numériques dans les classes se fait souvent sans formation prévue pour leur prise en main. Les enseignant.e.s consacrent gratuitement une partie de leur temps à l'autoformation.

Espace de travail :

Le travail de préparation ou tout autre travail qui n'est pas "devant élèves" peut être fait sur son lieu de vie ou son lieu de travail. Or, avec les formations en visio, les cours en visio, la nécessité d'être devant son ENT quasi constamment force les travailleur.euse.s qui ne l'auraient pas souhaité à faire de leur lieu de vie une succursale de leur espace de travail. Nous perdons le contrôle et sommes dépossédé.es de nos espaces de liberté hors vie professionnelle.

Rapports sociaux :

Enfin, le numérique vient transformer nos rapports sociaux. Au lieu de n'être qu'un média avec ses fonctionnalités propres, la technologie a tendance à remplacer d'autres médias de communication qui étaient pourtant plus adaptés. La réunion en présentiel est beaucoup plus efficace qu'une visio à plusieurs. Mais la facilité de ce transfert de média et le fait que ce transfert se fasse en général de manière autoritaire tendent à modifier profondément et durablement nos rapports sociaux.

Vie militante et syndicale : "Big brother is watching you !" :

Si un lien entre militant.es a pu être maintenu, tant bien que mal, durant le confinement grâce à certains outils numériques, force est de constater qu'il est difficile, voire impossible, de mobiliser les collègues ou de construire des luttes collectives si nous ne sommes pas sur notre lieu de travail. Ce tableau d'une société numérique "vampirisante" ne serait pas complet si on ne mentionnait pas le fait que nous sommes entré.e.s dans une société de la surveillance et du fichage : Base élèves, badges d'entrée et de sortie dans les lycées, vidéosurveillance jusque dans nos bahuts, outils de reconnaissance faciale, drones au-dessus des manif, croisement exponentiel de fichiers en tout genre qui nous pistent et nous enferment tout au long de notre vie... tous ces outils, intégrés dans un espace politique autoritaire et sécuritaire, sont une aubaine quand il s'agit de trier les élèves, de

surveiller les personnels ou de fliquer les militant.es. C'est un autre aspect du numérique qui s'avère inquiétant : l'ouverture à toutes les possibilités de contrôle. Les outils fournis sont en général contrôlés par la hiérarchie (nous ne sommes pas propriétaire de nos adresses professionnelles, ni des adresses de l'école), ce qui permet une surveillance constante. En tant que militants et militantes syndicales, nous devons nous questionner sur cette surveillance à laquelle nous contribuons. Le fichage doit nous questionner quand il s'agit des élèves. Certes, il a toujours existé et ce, bien avant l'ère numérique. Nous avons tou.te.s le souvenir du dossier papier qui suivait l'élève durant sa scolarité. Mais à la différence de ce type de dossier, le fichage numérique dépossède l'enseignant.e de son pouvoir de décision et devient un outil pour l'administration. On ne peut plus faire table rase du passé de l'élève en mettant son dossier "à la poubelle", nous n'avons plus le contrôle de l'information collectée - information collectée qui sort de la sphère scolaire. Ces données sont stockées et propriétés de l'administration et des entreprises privées qui sous-traitent l'informatique de cette même administration. Nous ne sommes plus qu'un outil d'aspiration de données sans pouvoir de décision. La mise en place des livrets scolaires numériques est une menace d'autant plus grave que les informations qui y sont concernent des personnes qui n'ont pas choisi de les diffuser : les élèves. Ayant un devoir de protection envers les enfants qui nous sont confiés, nous devrions refuser de laisser des informations les concernant, comme le handicap, les soins médicaux, les difficultés passagères, le parcours migratoire ou autre, sur des bases de données informatiques, qui plus est sans leur consentement.

Fort.es de cette réflexion et de cette expérience contre le fichage et la société de contrôle et de surveillance que nous dénonçons, nous devons être d'autant plus vigilant.es dans nos pratiques militantes. Pour éviter la répression qui s'exerce de plus en plus durement, nous devons prendre en considération les possibilités de fichage auxquelles nous faisons face et mettre en place des pratiques qui nous protègent et protègent les camarades avec lesquel.le.s nous communiquons.

Nous nous devons d'établir des revendications claires et cohérentes qui nous permettent de sortir de l'emprise des GAFAM dans nos pratiques professionnelles et notre engagement militant, et de mettre en pratique notre volonté d'une école émancipatrice et démocratique.

SUD Education 31-65 revendique :

- l'utilisation d'open sources éthiques dans l'Éducation Nationale
- l'installation de Linux dans tous les établissements et l'usage de moteurs de recherche respectueux de la vie privée
- une réelle liberté pédagogique dans nos usages (ou non) du numérique
- un réel droit à la déconnexion
- du temps de concertation pour renouer avec des pratiques professionnelles qui ont démontré leur utilité : se réunir pour échanger, analyser, prévoir et décider collectivement

- la fin du fichage des élèves et des étudiant.es (ONDE, LSUN...) ainsi que la fin du fichage des personnels (dossier du fonctionnaire numérique)

- refuser la culture des outils de contrôle

- le droit à la vie privée par défaut et non pas par « une case à cocher dans un formulaire »

- abandon de toutes les mesures de fichage des militant.e.s, notamment prévues par la loi sécurité globale

SUD Education 31-65 s'engage à :

- utiliser des logiciels d'open sources éthiques dans nos pratiques militantes.
- soutenir et financer les associations qui œuvrent pour un internet libre et éthique.

Nous sommes solidaires de tou.te.s celles et ceux qui refusent et refuseront d'être complices de cette "mise en fiche" de nos élèves, des étudiant.es et de toutes nos vies au profit d'une société numérique totalitaire que nous ne voulons plus subir !

